

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 11/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EST IMPRIMERIE**

Zone Artisanale Tournebride  
B.P. 20009  
57160 Moulins-Lès-Metz

Références : MOULINS-LES-METZ\_EST-IMPRIMERIE\_2025-06-11\_RAPVI-bruit\_MH\_01132  
Code AIOT : 0006205493

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement EST IMPRIMERIE implanté Zone Artisanale Tournebride BP 20009 57161 Moulins-lès-Metz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 15/04/2025 (et complétée le 28/04/2025) dans l'établissement EST IMPRIMERIE implanté ZAC DE TOURNEBRIDE, 57160 MOULINS LES METZ.

La visite s'inscrit dans le cadre d'un signalement portant sur des nuisances sonores générées par la société EST IMPRIMERIE. Par courrier du 18 février 2025, la préfecture a transmis à l'inspection une réclamation de riverain concernant des bruits métalliques soutenus et permanents émanant des

conduites métalliques d'extraction d'air à l'arrière du bâtiment de l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EST IMPRIMERIE
- Zone Artisanale Tournebride BP 20009 57161 Moulins-lès-Metz
- Code AIOT : 0006205493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société EST IMPRIMERIE est autorisée à exploiter une imprimerie à MOULINS-LES-METZ, par arrêté préfectoral d'autorisation n°90-AG/2-272 du 7 juin 1990 modifié notamment par l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-16 du 23 janvier 2020. Son activité est concentrée sur les imprimés de grande diffusion grâce à deux rotatives offset avec sécheur thermique complétées par un atelier de façonnage permettant l'assemblage de documents à forte pagination.

L'activité du site est notamment réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) constate une non-conformité concernant un dépassement des niveaux de bruits en limite de propriété de l'établissement. L'inspection propose

de mettre l'exploitant en demeure de revenir à la conformité dans un délai de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 7		
<b>Thème(s) :</b> Autre, Niveaux de bruit en limite de propriété		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs limites suivantes :		
Période allant de 7h00 à 22h00	Période allant de 22h00 à 6h00	Période intermédiaire
70 dB(A)	60 dB(A)	65 dB(A)
<b>Prescription connexe :</b>		
<u>Article 2 de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié susvisé.</u>		
On considère qu'il y a présomption de nuisance acoustique lorsqu'une des conditions ci-dessous est vérifiée :		
[...]		
2. L'émergence (e) par rapport au niveau sonore initial (LI) dépasse la valeur de 3 dBA.		
 <u>Article 1.3 de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié susvisé.</u>		
L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation.		
Ces contrôles pourront notamment être demandés après mise en route effective de l'installation classée.		
Les contrôles du respect des niveaux limites admissibles se feront en des points de mesure choisis par l'inspecteur des installations classées.		
[...]		
<b>Constats :</b>		
Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les justificatifs permettant d'attester la conformité de son installation au regard de la prescription contrôlée. Par complément transmis à l'inspection le 28 avril 2025, l'exploitant a communiqué son dernier rapport de mesure évaluant la situation sonore de ses activités : rapport N :1757754 avec une		

date d'intervention au 05/09/20217.

Le rapport de mesure précise que 3 points ont été retenus pour caractériser la situation acoustique du site :

- point 1 : point en limite de propriété LP1 situé à proximité de l'entrée de l'usine;
- point 2 : point en limite de propriété LP2 situé à l'arrière de l'usine, à proximité d'un bloc d'aspiration;
- point 3 : point en zone à émergence réglementée ZER3 situé au niveau des habitations les plus proches.

A la lecture du rapport de mesure, l'inspection constate :

- que le référentiel réglementaire retenu pour la réalisation de la campagne de mesures est l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE. Or, il convient de souligner au préalable que seul l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les ICPE est applicable à la société EST IMPRIMERIE, tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral susvisé ;
- qu'aucun dépassement des émergences acceptables n'est relevé au point ZER3. L'inspection note cependant que le point de mesure ZER3 n'a pas été fixé par l'inspection ou en accord avec elle et qu'il ne correspond pas à l'habitation la plus proche du site de l'exploitant : de ce fait, la conformité à la prescription ne peut être établie ;
- des dépassements des niveaux de bruit en limite de propriété au droit du point LP2 (dépassement de 6,5 dB(A) en période diurne et de 15,5 dB(A) en période nocturne). La source sonore est identifiée au niveau du bloc d'aspiration situé à l'arrière de l'usine ;
- qu'aucune mesure de bruit n'a été réalisée en période intermédiaire.

Si l'exploitant a indiqué avoir déjà investi (avant la campagne de mesures de 2017) dans des panneaux de bardage au niveau du bloc d'aspiration afin d'atténuer les bruits émis par les moteurs du système d'aspiration, il convient de constater que la situation reste non-conforme au regard des conclusions du rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité pour la prescription relative aux niveaux de bruit en limite de propriété (point LP2).

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de réaliser de nouvelles mesures d'émergence en un point de mesure qui sera défini en accord avec l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois